

**ELITE POLITIQUE ET SOUVERAINETE DE LA REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO. POUR LA CONQUETE
DE LA PAIX DES TERRITOIRES DE FIZI ET UVIRA,
SUD-KIVU EN R. D. CONGO**

**ELITE POLITICS AND SOVEREIGNTY IN THE DEMOCRATIC
REPUBLIC OF CONGO. FOR LASTING PEACE IN THE FIZI AND
UVIRA TERRITORIES, SOUTH KIVU IN D.R. CONGO**

Jassalh Saleh Assisa*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2024.2.07

Published Online: 2024-12-30

Published Print: 2024-12-30

Abstract

Respect for the sovereignty of Congo-Kinshasa is an issue that has remained a preoccupation. This has been the case since its birth on July 1, 1885, in the Berlin Conference. This sovereignty has been flouted both internally and externally for 138 years. Intra- and inter-community tensions have taken root in every territory, with

* Doctorant en Leadership politique et Gouvernance à l'Université du Burundi, enseignant à l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR Fizi, RDC), chercheur au Centre d'Etude et Recherche de Développement des Sociétés en Reconstruction (CREDSR - UB). Contact: assisajassalh1@gmail.com

©2024 STUDIA UBB. EUROPAEA. Published by Babeş-Bolyai University.



This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License

Fizi and Uvira being particularly hard hit. There is a real contrast with the euphoria that would have us believe that the post-colonial period would be one of celebration and universal deliverance, of man's rise to the highest degree of his symbolic faculties, etc. Jean Claude Willame describes the dreams of the first Congolese "évolués", auxiliaries of white power, as being about the beautiful cars, mansions, etc., that they would be able to acquire at the moment of independence. Thomas Kanza puts it this way: "We were happy to be ministers ... we used to discuss which offices we would occupy, where we would live, how we would divide up among ourselves. The various regimes since the assassination of the 1st Prime Minister Patrice-Emery Lumumba to Félix Antoine Tshisekedi, have been characterized by the "zombification of power" and the decline of democratic governance.

Keywords: Political elite, identity, democratic governance, peace, sovereignty.

Introduction

La souveraineté de la RDC a été violée depuis sa création et continue à l'être, 64 ans après son indépendance de flanelle. La souveraineté d'un Etat s'entend de l'intérieur (assise nationale) comme de l'extérieur (diplomatie). En cela, il faut reconnaître la démythification d'un Etat congolais fort, géostratégique, riche et grand en Afrique médiane. Cet Etat-gâchette selon Frantz Fanon.¹ Peut-on cesser de croire à un caravansérail de rêves.

Selon le dictionnaire de sciences politiques,² le terme souveraineté est dérivé de « souverain », qui vient du latin médiéval *superanus*, lui-même provenant de *superus* et *super*. Ce qui signifie supérieur ou suprême. La souveraineté d'un Etat dépend de ses capacités tout à la fois démo-intellectuelle (élite), politique, économique, de ses populations à se nourrir et à travailler et surtout sa capacité militaire à se défendre. Au cas contraire, Bertrand Badie avance l'idée de la « *souveraineté déchue* ».³

¹ Jean-Pierre Langellier, *Mobutu*, Paris : Perrin, 2017, pp. 325-336.

² David Alcaud, Laurent Bouvet, Jean-Gabriel Contamin, Xavier Crettiez, Stéphanie Morel, et Muriel Rouyer, *Dictionnaire de sciences politiques. Notions essentielles enjeux et débats, grands auteurs*, 2^{ème} édition, Paris : Sirey, 2010, p.94.

³ Bertrand Badie, *Vivre le monde sans souveraineté : les Etats entre la ruse et les responsabilités*, Paris : Fayard, 1999, p. 62.

Cet *Etat* congolais *importé*, né à Berlin, est considéré comme un réceptacle des puissances impérialistes, un distributeur automatique des richesses stratégiques.⁴ Selon Louis Favoreu,⁵ si l'introduction de la souveraineté comme fonction ou charge permet de poser politiquement la question de légitimité de l'exercice du pouvoir, la revendication démocratique pourra s'appuyer sur cette théorie pour justifier ses exigences. Cette idée de droit naturel rencontre celle de Thomas Hobbes dans le *Léviathan* (1651). La Belgique a mené une politique d'ingérence (cfr résolution 2131 de l'AG de l'ONU du 21 décembre 1965) jusqu'à la prise du pouvoir par le colonel Mobutu en 1965, empiétant sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Belgique suscita la sécession katangaise en 1961. Et les rapports diplomatiques entre les deux pays ont évolué en dents de scie jusqu'à susciter ce qu'on a appelé les « contentieux belgo-zairois ». L'Afrique n'est pas prête à oublier les coups d'Etat et les assassinats d'hommes politiques africains commandités par l'Occident (Robert Denard). A travers la francophonie, la France s'était arrogée la part du lion des relations diplomatico-stratégiques avec l'ex-Zaïre. C'est dans ce cadre que lorsque le Rwanda, attaqué par le FPR en 1990, le feu président du Zaïre, dépêcha le Général Mayele⁶ à la tête de deux bataillons des unités d'élite de la DSP (Division Spéciale Présidentielle) formée par des Américains et avec une logistique offerte par la France, les troupes zairoises et les FAR (Forces Armées Rwandaises) repoussent les assaillants jusqu'en Ouganda d'où ils étaient partis.⁷ La guerre qui éclate au Congo-Kinshasa en 1996 s'inscrivait dans une rivalité générale américano-française⁸ sans espoir de démocratie. Il a fallu attendre la conférence de La Baule de 1990 pour amorcer des réformes démocratiques en Afrique. C'est ainsi que, après trois reports successifs du 29 avril, 10 et 31 juillet 1991 ; la Conférence Nationale Souveraine (CNS) a ouvert ses assises le 07 août 1991 avec 2800 participants.

⁴ Patrick Mbeko et Honoré Ngbanda-Nzambo, *Stratégie du chaos et du mensonge, Poker menteur en Afrique des Grands Lacs*, Québec : Editions de l'Erablière, 2014, pp. 360-400.

⁵ Louis Favoreu et alii, *Droit constitutionnel*, 21^{ème} éd., Paris : Dalloz, 2019, p. 47.

⁶ Joseph Gahama, « Une cinquantaine d'années de conflits et de violences dans la région des Grands Lacs », in *Paix, sécurité et reconstruction post-conflit dans la région des Grands Lacs d'Afrique*, Dakar : Codesria, 2017, pp. 9-28.

⁷ Patrick Mbeko, et Honoré Ngbanda-Nzambo, *op. cit.*, p. 58.

⁸ Charles Onana, *Holocauste au Congo. L'Omerta de la communauté internationale. La France complice ?* Paris : L'Artilleur, 2023, p.11.

A l'issue des travaux, Etienne Tshisekedi Wa Mulumba sera élu 1^{er} Ministre de la transition par la CNS. La cohabitation Mobutu et Etienne Tshisekedi au sommet de l'Etat était rude. En octobre 1996, Laurent Désiré Kabila, à la tête de l'AFDL,⁹ se présentant comme un libérateur venu mettre fin à la dictature honnie par la population, en profite et déclenche la guerre d'invasion contre le pouvoir de Mobutu et s'autoproclame Président de la République le 17 mai 1997 à la chute de Mobutu le 16 mai. Celui-ci se rendra compte qu'il s'agissait d'une conquête opérée par ses alliés.¹⁰ Les affrontements opposant, du 05 au 10 juin 2000, les armées ougandaise et rwandaise à Kisangani (Résolution 1376, 2001) attestent qu'un autre objectif de la violation de la souveraineté de la RDC au-delà de la terre était le pillage de ses richesses naturelles du Zaïre.

A la suite du divorce entre LD Kabila et ses accompagnateurs (le Rwanda et Ouganda), la deuxième phase de la guerre a été lancée à partir du 02 août 1998 sous la commande de James Kabarebe et Azarias Ruberwa. Cette 1^{ère} guerre africaine aboutit à l'assassinat de LDK, le 16 janvier 2001. Selon Joseph Apolo Msambya,¹¹ un Accord dit global et inclusif (AGI) pour la paix fut signé le 16 décembre 2002 à Pretoria entre le Rwanda et la RDC. Cet Accord fut précédé par celui de Sun-city (le 19 avril 2002) ainsi que par celui de cessez-le-feu signé à Lusaka en Zambie, le 10 juillet 1999 par les dirigeants de six pays impliqués dans le conflit (RDC, Zimbabwe, Namibie, Angola, Rwanda et Ouganda). Après toute une vague des négociations, un projet de Constitution de transition a été adopté et promulgué le 04 avril 2003. C'est ainsi qu'est né le Gouvernement au format démocratie du type *power sharing* dit d'Union nationale composé d'un Président de la République et quatre vice-présidents (2003-2006) c'est-à-dire un Président, Joseph Kabila et quatre vice-présidents dont deux représentants du Rwanda (Azarias Ruberwa) et de l'Ouganda (Jean-Pierre Bemba Gombo), un de la force politique alliée de LD Kabila (Abdoulaye Yerodia Ndombasi) et un

⁹ Samia Chabouni, « Les trajectoires politico-militaires et diplomatiques de Paul Kagame : du rebelle au leader régional, in Sergiu Mişcoiu, Jean-Michel De Waele et Andreea Bianca Urs (sous la dir.), *Maquisards, rebelles, insurgés... politiques. Le devenir des chefs de guerre africains*, Cluj-Napoca: Casa Cărții de Știință, pp. 37-62.

¹⁰ Cfr Filip Reyntjens, *op.cit.*, 2009, Onana, *op.cit.*, Mbeko et Ngbanda, *op.cit.*, 2014.

¹¹ Joseph Apolo Msambya, « La conférence nationale souveraine et la longue transition politique inachevée en République Démocratique du Congo (de 1990 à nos jours) », in *Studia Europaea*, LXVIII, 1 Juillet 2023, pp. 39-70.

autre de la société civile (Arthur Z'ahidi Ngoma). Les gouvernants ont considéré que l'Etat était leur chose. A ce sujet, Achille Mbembe¹² affirme que la relation postcoloniale a été caractérisée par un rapport de promiscuité :

« Une tension convoiviale entre le commandement et ses cibles. C'est précisément cette logique de la familiarité et de la domesticité qui a, pour conséquence inattendue, pas forcément la résistance, l'accommodation, le désengagement, le refus d'être capturé ou l'antagonisme entre les faits et gestes publics et les autres sous maquis, mais la zombification mutuelle des dominants et de ceux qu'ils sont supposés dominer. C'est elle qui les conduit à se déforcer réciproquement et à se bloquer dans la connivence, c'est-à-dire dans l'impouvoir ».

De l'AFDL (1996) est né le RCD-Goma d'Azarias Ruberwa en 1998 qui s'est mué en CNDP dirigé par Laurent Nkundabatware Mihigo en 2005 puis en M23 de Bosco Ntaganda et Sultani Makenga en 2012 et Makanika en 2022. Chaque fois avec un organe politique des Congolais de pacotille. Le bilan de ces atrocités est estimé à plus de dix millions de morts, cinq-cents mille femmes violées et cent et dix mille km² de forêts dévastés par l'exploitation illégale des ressources naturelles.¹³ Tout ceci parce que l'objectif final n'est pas encore atteint : la création de la République des Grands Lacs.¹⁴ Voilà pourquoi la guerre de 1996 garde le goût d'inachevé.

Cette religion politique de détruire et faire disparaître le Congo-Kinshasa doit être définitivement endiguée. Selon Jeffrey Herbst et Greg Mills,¹⁵ « les nombreux combattants opérant dans le Congo d'aujourd'hui ont peu d'incitations à former un pays uni ; ils profitent du violent chaos qui permet à un si grand nombre d'entre eux de s'en prendre aux ressources du pays. Ce qui est marrant, c'est de constater que la RDC est obligée de négocier avec des génocidaires en toute impunité. Ce qui justifie la réclamation d'un tribunal international pour les crimes commis en RDC.

¹² Achille Mbembe, *De la Postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris : Karthala, 2020, p. 164.

¹³ Charles Onana, *op. cit.*, p. 9.

¹⁴ Dr Mukulumunya, Wa N'gate, Zenda, *La guerre de l'Est. Enjeux, vérités oubliées et perspectives de paix*, Paris : L'Harmattan, 2022, p. 10.

¹⁵ Jeffrey Herbst, et Greg Mills, *The Future of Africa: A new order in sight?*, Oxford : Oxford University Press, 2003, p. 73.

Le peuple congolais avait tout pour vivre dignement, mais son leadership ne le permet pas. Ses richesses pouvaient être la base du développement du continent. Au regard de ces affirmations *supra*, le constat est sans équivoque. La souveraineté du peuple congolais est régulièrement confisquée par le politique et l'intellectuel. Selon Carl Schmitt : « est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle, des conditions de sa propre existence et de sa survie ». ¹⁶ Ce qui est rare pour le peuple congolais en général et pour les habitants des territoires de Fizi et Uvira en particulier.

En Afrique, Daniel Bourmaud ¹⁷ montre que la fin des empires coloniaux n'a engendré qu'un libéralisme politique éphémère, rapidement oublié pour céder la place à des gouvernements structurés autour de la personne du chef-président et d'un appareil administratif vassalisé. Selon Maria Adriana Țiboc (Popița), Franz Fanon observait en 1961 que la libération nationale des pays colonisés ne sert que les intérêts des élites du parti. Les masses continuent à rester opprimées par les élites « débrouillardes, malines, astucieuses », prêtes à mettre en place un système de pillage des ressources nationales. L'intellectuel colonisé n'a pas réussi, ni voulu, rompre avec le passé colonial, car, Fanon explique, qu'il avait hérité, de ses maîtres colons, un fort sentiment d'individualisme, en gardant les conduites et les principes qu'il a acquis lors de la fréquentation de la bourgeoisie colonialiste. ¹⁸ Au moment où le peuple attendait un pouvoir providentiel et intégrateur. Jean-Pierre Listre souligne que de fait, malgré les espoirs et l'enthousiasme que suscitèrent les indépendances, les années qui suivirent ne furent pas très heureuses pour les États africains si jeunes : souvent une instabilité politique chronique a fait préférer les populations des régimes de parti unique, gages mauvais et faciles de retour au calme contre lesquels les anciennes puissances coloniales n'avaient certes pas beaucoup d'objections... Seul système adapté à la « réalité africaine » suivant quelques avis suspects, le parti unique a pu en effet passer pour « l'une des premières impostures des pouvoirs post-coloniaux ». ¹⁹ L'Afrique, un « continent

¹⁶ Carl Schmitt, *Théologie politique*, Paris : Gallimard, 1922, 1998, p. 48.

¹⁷ Daniel Bourmaud, *La politique en Afrique*, Paris : Armand Colin, 1998, p. 70.

¹⁸ Maria Adriana Țiboc (Popița), « Les coups d'Etat et les mouvements sociaux dans l'espace Maghrebin – entre la soif de pouvoir et la quête de démocratie », in *Studia Europaea*, LXVIII, 1 Juillet 2023, pp. 71-94.

¹⁹ Jean-Pierre Listre, *Afrique contemporaine*, N° 274, Éd. Association Nouvelle Afrique contemporaine, (2022/2), pp. 255-257.

convoité »²⁰ n'a pas d'autre choix que de "tuer" le père (colonisateur) pour devenir elle-même (Mali, Niger, Burkina-Faso) indépendante et consciente de sa souveraineté. Dans ce sens, l'histoire africaine peut être lue comme un processus d'oedipianisation donnant lieu à de multiples fantasmes²¹. L'Etat physique existe (population, superficie, langues, institutions, etc.) mais il a perdu ses principales capacités du système politique : régulatrice, extractive, distributive et responsive. A ces dernières s'ajoutent les fonctions de conversion des *inputs* et *outputs* ainsi que les fonctions de maintien et d'adaptation²² et surtout un Etat stratégique.

Méthodologie

Cette recherche a fait recours aux méthodes qualitative et descriptive. Quelques techniques de collecte des informations pertinentes ont été mobilisées pour ce travail. Dans le cadre de la méthode qualitative, sur base d'un guide d'entretiens confectionné en avance, nous avons mené des interviews semi-directives approfondies avec certains acteurs politiques et de la Société civile de notre zone d'étude. Les langues utilisées étaient le français, le kiswahili et le kibembe. Ceci en vue de la collecte des informations pertinentes. L'intervieweur donnait le temps suffisant à l'interviewé pour s'exprimer en lui garantissant le caractère anonyme de ses propos s'il le désirait. La méthode descriptive nous a permis de décrire les faits observés et vécus dans l'espace étudié. L'analyse documentaire et l'observation directe ont été utilisées à cet effet.

Quelques approches ont été utilisées pour une bonne compréhension du phénomène étudié. Il s'agit du fonctionnalisme, du constitutionnalisme et du structuro-fonctionnalisme. Roger-Gérard Schwartzberg²³ avance que la démarche fonctionnaliste consiste précisément, à partir des fonctions, au lieu de commencer par les structures, à « s'interroger sur les fonctions plutôt que sur les structures ». Ces méthodes, approches et techniques nous ont permis de comprendre les fonctions sociopolitiques influençant l'un ou l'autre comportement des dirigeants et gouvernés dans sa souveraineté. L'approche constitutionnelle a facilité la compréhension du soubassement légal mobilisé sur lequel se basent les gouvernants dans l'action publique.

²⁰ Elikia Mbokolo, *L'Afrique au XXème siècle. Le continent convoité*, Paris : Seuil, 1985.

²¹ Elungu Pene Elungu, *Eveil philosophique africain*, Paris : L'Harmattan, 1985, p.77.

²² Roger-Gérard Schwartzberg, *Sociologie politique*, Paris : Montchrestien, 5^{ème} éd., 1998, pp. 113-120.

²³ Roger-Gérard Schwartzberg, *op. cit.*, p.112.

Cette démarche implique également des lois, des décrets, des ordonnances, etc. Dans une telle logique, l'étude a fait recours au structuro-fonctionnalisme qui lie justement fonctions et structures. Notre enquête s'est réalisée auprès de la population originaire (habitant ici ou ailleurs) et celle vivant ou travaillant dans cette zone géographique. Dans l'analyse des données recueillies, l'effort a été la mise en évidence du sens global de ces dernières, donc d'identifier des unités de significations et de les synthétiser.

1. Les élites politiques congolaises oligarchiques : conquête, conservation du pouvoir et instigation des violences armées en Territoires de Fizi et Uvira

Selon Kä Mana,²⁴ les problèmes que connaît la nation congolaise dans tous les secteurs de la vie nationale sont, à notre avis, liés à la nature de l'Etat dont nous avons hérité et qui n'a pas fondamentalement changé. Soixante ans après l'indépendance, le peuple congolais vit dans un Etat conçu et organisé pour exploiter les richesses naturelles (cobalt, coltan, cuivre, diamant, uranium, or, zinc, lithium, etc.) de son sous-sol en vue d'alimenter les marchés internationaux. L'administration publique et l'organisation institutionnelle congolaises sont fortement marquées à rebours par cette philosophie. Plusieurs maux dont souffrent les Congolais aujourd'hui ne seront pas résolus si on ne repense pas l'organisation de l'Etat en fonction du paradigme de l'indépendance, à savoir un Etat congolais au service des citoyens congolais.²⁵ Pour notre part, le moment est venu pour la refondation de l'Etat congolais.

2. L'éducation citoyenne marquée par des manipulations identitaires

Le revers du civisme s'observe dès lors que les résultats électoraux sont contestés. Ces résultats viennent torpiller la culture démocratique en renforçant des violences et des clivages ethnico-tribaux comme c'est le cas dans l'Est de la RD Congo (Fizi-Uvira). Dans les territoires de Fizi (15 786

²⁴ Kä Mana, in Pole Institute, OGP, Mali, RECIP, *Réflexions sur l'invention et la refondation de l'Etat en RDC Créer un nouvel imaginaire politique*. Premier volume des Actes du Colloque : « Gouvernance et refondation de l'Etat en République Démocratique du Congo », Goma, 2012, p. 6.

²⁵ Article 1^{er} de la Constitution du 18 février 2006.

km²) et Uvira (3 148 km²), le tableau tout en étant sombre et tumultueux, l'image télévisuelle n'a pas toujours été catastrophique comme aujourd'hui (1994-2023). Car cette image est épisodique mais perplexe. En effet, les populations autochtones (agriculteurs et pêcheurs) et allochtones (éleveurs ou peuples pasteurs) se sont souvent émancipées des logiques de violences. Par exemple, jusqu'en 1994, étant donné que dans les moyens et hauts plateaux il n'y avait pas d'écoles secondaires, les Rwandais étudiaient dans les écoles situées dans les plaines de Fizi et d'Uvira. Dans un climat d'impunité et de méfiance, Crisis Group, (*Rapport Afrique*)²⁶ note que cette compétition, qui renvoie à l'histoire du peuplement de la plaine et au principe d'autochtonie, met aux prises les élites locales des deux communautés. Cependant, est-il nécessaire de le signaler, à Fizi comme à Uvira, l'une des erreurs a toujours consisté à contester l'autochtonie des Rwandais et des Burundais. Peut-être que la meilleure stratégie serait le « *fight and build* » et se faire des alliés pour construire un espace de vie paisible et harmonieuse. Autrement dit, il faut d'abord prendre conscience des potentialités du territoire, les fructifier, notamment rendre physiquement rentable la terre pour laquelle on se bat en luttant contre la pauvreté et toute forme de misère à travers différents investissements.

3. La dimension extérieure de la violation de la souveraineté de la RDC par l'élite politique sous-régionale

Il convient de noter que le Burundi et le Rwanda ont connu des guerres fratricides qui ont poussé leurs populations à l'exil au Congo. Selon Joseph Gahama,²⁷ une fois arrivés au Kivu après leur défaite, les ex-FAR et les miliciens *interahamwe* n'ont pas tardé à se réorganiser militairement pour reconquérir le Rwanda. Ils créèrent dans un premier temps l'Armée de libération du Rwanda (ALIR) avant de se regrouper, en 1999, en FDLR qui sont très actives au Masisi et à Rutshuru dans le Nord-Kivu où ils ont tué de nombreux Tutsi et obligé des milliers d'autres à fuir vers le Rwanda et l'Ouganda.

Quant à la gestion de ces réfugiés, point n'est besoin de reconnaître que le HCR et le Gouvernement zaïrois ne s'y sont jamais bien comportés. Ils sont tous restés à moins de 150 km des frontières de leurs pays. Comme si

²⁶ Crisis Group, *Rapport Afrique* (2013), N°206, du 23 juillet 2013, p.i.

²⁷ Joseph Gahama, *op.cit*, 2017, p.15.

L'Histoire n'apprenait pas les gouvernants, même les camps des réfugiés hutu burundais de 2015 sont à Lusenda et Mulongwe, à quelques encablures des frontières lacustres burundaises. Ceux du Rwanda posent un problème sérieux d'identification/différenciation. Car ils sont de deux ordres ; ceux de 1959 et ceux qui sont venus faire paître leurs bétails sur le sol congolais. Ceux consécutifs au génocide des Tutsi de 1994 et craignant des représailles du FPR étaient dans plusieurs camps le long de la plaine de la Ruzizi. Et pourtant, le 19 août 1995 le premier ministre zaïrois Léon Kengo Wa Dondo décide unilatéralement d'expulser les réfugiés rwandais vers Kigali. Seize mille réfugiés rwandais sont ainsi renvoyés *manu militari* au Rwanda. Cette expulsion fit scandale²⁸. Le moins qu'on puisse dire est que l'initiative de M. Kengo Wa Dondo irrite Washington. Une situation pour le moins étrange c'est que le Département d'Etat américain a exprimé sa consternation et exigé même l'arrêt immédiat du « rapatriement forcé » des réfugiés rwandais²⁹. Une semaine après le début de ces expulsions, le Président Mobutu ordonna à son Premier ministre de suspendre immédiatement l'opération. Honoré Ngbanda expliquera que le Maréchal aurait été l'objet de très fortes pressions nocturnes et a décidé de surseoir à la décision.³⁰ Une hypothèse expliqua le complot ourdi en international.

Philippe Biyoya Makutu³¹ soutient que dans la région des Grands Lacs Africains et particulièrement en RDC, les réfugiés ont cessé d'être simplement des citoyens de leur patrie, pour devenir des acteurs ou des forces géopolitiques à la base des mutations géostratégiques observables à l'échelle régionale. Au niveau sous régional, ces conflits ont entraîné la dynamique de la déstabilisation réciproque.

²⁸ Charles Onana, *op.cit*, p.99.

²⁹ *Ibidem*, p.107.

³⁰ Patrick Mbeko, et Honoré Ngbanda-Nzambo, *op.cit*, p.108.

³¹ Philippe Biyoya, Makutu, *La géopolitique de l'instabilité dans la région des Grands Lacs, réflexion sur les réfugiés, acteurs/auteurs des mutations géostratégiques*, collection comptes rendus, Kinshasa : L'Harmattan, 2009, pp.12-13.

4. Nouvelle dynamique de la violence interne et externe de la souveraineté

A partir de 1990, il s'est observé un double mouvement de retour des Tutsi rwandais (de 1959) vivant au Congo et ce, consécutivement à la guerre du FPR contre le régime hutu de Juvénal Habyarimana. Des milliers des Rwandais dont les Banyamulenge ont rallié le FPR. En deuxième temps, en 1996, lors de l'invasion de la RDC par le Rwanda, l'Ouganda et leurs alliés sous la casquette de l'AFDL, beaucoup de Banyamulenge ont rejoint le FPR pour attaquer le Zaïre (Onana : 2023). Ces éléments à la sueur des faits ont laissé émerger chez les Bembe, Vira, Bwari, Fuliiru, Buyu, Zoba, et même chez les Bashi le sentiment que les Banyamulenge étaient réellement des Rwandais.

De fil en aiguille, les *wazalendo* (résistants patriotes) se sont formés et ont été reconnus comme protecteurs de la terre. Du coup, ils ont le statut de réservistes de l'armée congolaise en vertu d'une loi de programmation militaire adoptée au Parlement, consacrant par la même occasion, la privatisation commerciale de la sécurisation et de la stabilité des territoires, bien que l'Etat soit reconnu comme seul détenteur de cette compétence régaliennne.

Contre le M23, Félix Tshisekedi a invité au moins sept armées de la Communauté Est Africaine (EAC) sans passer par le Parlement. Ayant constaté que celles-ci ne se battent pas contre le M23, il a viré vers la SADC pour qu'elle lui vienne à la rescousse. Malheureusement, sur le terrain des affrontements, la SADC a prouvé ses limites à libérer les zones occupées.

Dans cet imbroglio politico-sécuritaire, des fêtes continuent à Kinshasa comme si le pays était totalement en paix. L'holocauste se déroule depuis plus de trois décennies à l'Est sans que les drapeaux soient mis en berne et qu'on ne montre la solidarité ou la cohésion nationale de deuil. Du coup, l'Est meurtri se sent trahi par l'Ouest. C'est depuis seulement le 02 Août 2023 que le Président Tshisekedi a déclaré la commémoration du génocide congolais (génocost). Tout ceci pousse à plusieurs interprétations.

5. Regards croisés sur la violence entretenue par l'élite politique pour la souveraineté sur fond identitaire

Depuis 1996, les différentes communautés se regardent en chien de faïence suite aux comportements des Rwandais dans la conquête du Zaïre depuis le règne de Mobutu. Les unes montrent des velléités hégémoniques, les autres le déni de la nationalité et la collaboration avec ceux qu'ils considèrent comme génocidaires pour parachever le projet hutu rwandais.

Les autochtones parlent de spoliation des terres et partant, du pouvoir local et des richesses naturelles par la communauté tutsi d'origine rwandaise. Bien plus, après l'ingratitude des pays voisins³², les autochtones refusent la falsification de l'histoire³³, le changement des noms des villages de langues ou dialectes kibembe, kivira et kifuliiru en kinyarwanda, la volonté de la balkanisation de Fizi et Uvira sont considérés comme des vraies causes du conflit. Selon Jason et *alii*,³⁴ la principale explication des autochtones est la volonté manifeste de leur extermination par les Rwandais (par exemple l'assassinat du chef nyindu Kawaza Nyakwana), et enfin la tentative de l'érection de Minembwe en Territoire par le RCD-Goma en septembre 1999. Ce Territoire de Minembwe touchait les Secteurs de Tanganyika, Mutambala, Lulenge et Itombwe. Il englobait la zone où vivaient traditionnellement les Banyarwanda. Cela provoqua une forte résistance des autochtones, qui estimèrent que les Banyarwandas empiétaient sur leurs terres coutumières. Le mauvais comportement inexpugnable des soldats rwandais parrains de l'AFDL et du RCD, les massacres des populations civiles par les rebelles et leurs alliés (Makobola, Kasika, Kamituga, Mwenga, Lulinda, Nyange, Katogota, 'Wa Ngùlùbe, Minembwe, ... au Sud-Kivu) ont ravivé les rancœurs entre les communautés.

La thèse de la balkanisation se précisa de plus en plus par cette érection pour le moins provocatrice, de Minembwe en Commune rurale en 2019. Lors de sa visite officielle au Bénin le 15 avril 2023, le Président rwandais Paul Kagame a déclaré sur TV5 que l'insécurité dans l'Est de la RDC est liée au tracé des frontières dans la région des Grands Lacs à l'époque coloniale. Si le Rwanda n'a jamais accepté les frontières tracées par les colonisateurs, c'est que ses terres ne sont pas suffisantes pour nourrir une population croissante.³⁵ Ceci présage une conférence de Berlin *bis*. Ce qui enfreint le sacro-saint principe de l'Union africaine de l' «*Uti possidetis juris*» c'est-à-dire «l'intangibilité des frontières»³⁶ héritées de la colonisation comme le précisent Patrick Mbeko et Honoré Ngbanda. Le monde actuel

³² Dr Mukulumanya Wa N'Gate Zenda, *op.cit*, p.11.

³³ Charles Onana, *op.cit*.

³⁴ Jason Stearns, et *alii*, *op.cit*, p.24.

³⁵ Pierre Péan, *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris : Fayard, 2010, p. 180.

³⁶ Patrick Mbeko et Honoré Ngbanda-Nzambo, *op.cit*, p. 527.

vivant dans le paradigme de transition énergétique et de la révolution numérique, les grandes puissances ferment les yeux sur le principe de la souveraineté des Etats, l'intégrité territoriale et de droits de l'homme au Congo. Ces propos de Paul Kagame au Bénin ont suscité une réaction indignée à Kinshasa. Selon Pierre Péan, il y a eu des accords entre Congolais et Tutsi rwandais.³⁷ Ceci étant, une recherche appropriée doit être menée afin de comprendre les alliances opaques qui ont existé entre Joseph Kabila et Kagame durant les opérations de traque des FDLR « *Umoja wetu* » et « *Amani leo* », sans même que le Parlement congolais et son Président Vital Kamehure aient été mis au parfum des accords.³⁸ Cette même démarche devra expliquer au monde pourquoi Félix Antoine Tshisekedi a appelé Kagame son frère et avoir déclaré que les morts congolais tués par les RDF étaient des victimes collatérales. Une métaphore pourrait comparer Adolph Hitler accueilli triomphalement en Israël par les Juifs et le Premier ministre israélien nier le génocide juif. Pourquoi Kagame a été accueilli en roi par des applaudissements au stade des martyrs et les militants de l'UDPS (parti au pouvoir) scandaient :

³⁷ Selon un rapport de l'Armée nationale zaïroise, une réunion entre Tutsi rwandais et rebelles congolais se serait tenue au Burundi entre le 15 avril et le 15 mai 1965. La première partie de la réunion a été consacrée à la préparation d'une attaque générale prévue pour la fin juin, visant la destruction des centrales, des ponts et des bâtiments publics – ce projet a été partiellement mis à exécution par l'attaque de la centrale de Bendersa, fin juin, menée par les Tutsi et les Cubains. Dans sa deuxième partie, la réunion est l'objet d'une négociation et d'un accord : « Les rebelles congolais, après plusieurs réclamations de la part des Rwandais, ont, en guise de récompense pour les services que les rebelles tutsi ont déjà rendus et ceux qu'ils rendront, promis aux Tutsi les territoires des Babembe, des Bavira jusqu'à Rutshuru. Tous ces territoires seront propriétés des Tutsi en cas de victoire, et ceux-ci [les Tutsi] sont d'accord avec cette proposition, ces territoires étant nécessaires à leurs besoins (élevage). » En cas de victoire de la rébellion contre le pouvoir central, les Tutsi obtiendraient donc, en contrepartie de leur aide, une partie du Kivu... . Un tel type d'accord n'est qu'un leurre étant donné que la terre n'appartient pas à un individu quelque président qu'il soit. Cette même erreur a été commise à Lemera en 1996. En 1965, Laurent-Désiré Kabila ne put pas honorer ses engagements vis-à-vis des Tutsi : il ne réussit pas à renverser Mobutu. Ses guerriers sont bientôt exterminés, et la rébellion est matée. Parallèlement, d'autres Tutsi rwandophones, très introduits dans les arcanes du pouvoir mobutiste, ont eu recours à une autre tactique : se faire reconnaître comme Zaïrois. En 1972, sous l'impulsion de Barthélémy Bisengimana, le tout-puissant Directeur de cabinet de Mobutu, Zaïrois d'origine rwandaise, une loi reconnaît la nationalité zaïroise aux Rwandais installés au Zaïre. Mais neuf ans plus tard, le 8 juin 1981, le comité central du Mouvement populaire de la Révolution (MPR), le parti unique, remet en cause cette disposition.

³⁸ Kä Mana, *op.cit.*, p.122.

« *yo nani oboya Kagame* » ? (Qui es-tu pour haïr Kagame) ? Une grande figure noire de la lutte anti-apartheid, Steve Biko, déclarait, avec raison, que l'arme la plus puissante dans les mains de l'opresseur est la mentalité même, la propre pensée de l'opprimé !³⁹ Dans cet écheveau où de nombreux acteurs et divers enjeux s'entremêlent, les perceptions que se font les différents membres des communautés locales illustrent aussi la profondeur des tensions qui les divisent.⁴⁰

6. Un réel échec des institutions démocratiques locales légalement prévues restées théoriques

Sur le plan administratif interne, l'organisation des 4 structures de la territoriale issue de la réforme de 1982 et consacrée par l'Ordonnance-loi n° 82/006 du 25 février 1982 était marquée par le souci de mettre sur pied une territoriale décentralisée, efficace et dynamique. Le bilan que l'on peut dresser de la décentralisation instaurée en 2007 en RDC (selon la Constitution de février 2006) s'apparente à un parcours empreint d'incertitudes liées notamment à la défaillance de l'État. La RDC n'a jamais organisé des élections locales et municipales. Du coup, il existe tout un pan d'acteurs politiques locaux et municipaux nommés jusqu'en 2023.

Dans le secteur de l'armée et la police nationales, le registre des imperfections mène aux oripeaux de l'art militaire. Jean-Jacques Wondo Omanyundu (2013 et 2015) pointe les nombreux dysfonctionnements des forces de sécurité suivants : manque de leadership politique, soldes insuffisantes, carence de formation, intégration ratée des rebelles, règne des milices, etc. Els Schelfhout, une ancienne sénatrice belge dit que dans les brigades qui étaient un mélange de soldats "réguliers" et de rebelles "intégrés", il n'y avait aucune discipline. Opérant désormais ensemble au sein des FARDC et portant le même uniforme militaire, les rivalités et les hostilités entre les ennemis d'hier devenaient fréquentes. La méfiance persistait et la frustration des autres militaires FARDC ne bénéficiant pas de bons postes augmentaient jour après jour. Beaucoup ont déserté et se sont enrôlés dans de petites milices qui ont fait du pillage des ressources du Congo leur principale

³⁹ Patrick Mbeko et Honoré Ngbanda, Nzambo, *op.cit.*, p. 631.

⁴⁰ Adepaie et alii, *Au-delà des « groupes armés ». Conflits locaux et connexions sous-régionales. L'exemple de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC)*, Série des Grands Lacs, Life & Peace Institute, 2011, p.13.

activité lucrative. Le seul dénominateur commun des actions de ces groupes armés au sein et en dehors de l'armée régulière, demeure les actes de terreur commis à l'encontre de la population.⁴¹ Dans la même veine, cette réflexion ressort dans un article de Colette Braeckman.⁴² Elle montre que le moral des militaires congolais est on ne peut plus bas. En effet, les officiers ont gardé un goût amer de l'intégration d'anciens rebelles, mise en œuvre après les accords de 2009 : « nous nous sommes retrouvés à égalité avec des hommes qui avaient combattu pour le compte du Rwanda et recevaient des grades d'officiers. Mais ils savaient à peine écrire et ne connaissaient que le swahili et le kinyarwanda. *A contrario*, prenant le contrôle des sites miniers, ils sont devenus très riches ...». Patrick Mbeko et Honoré Ngbanda⁴³ ajoutent la politisation de l'armée, la corruption et l'affairisme de certains de ses chefs. Pour sa part, Joseph Gahama constate que les FARDC constituent l'acteur principal qui aurait dû mettre un terme aux conflits et aux violences, mais elles sont loin d'être « une armée unifiée, disciplinée et en ordre de marche ».⁴⁴ Entièrement recomposées après les accords de paix de Pretoria, elles sont le produit d'un « brassage » qui n'a toujours pas réussi. Comme du temps de Mobutu, les militaires n'ont pas de solde régulière et sont contraints de vivre sur le pays ; les officiers sont souvent impliqués dans des histoires de corruption. Bref, les FARDC manquent d'enthousiasme pour s'engager au combat contre les milices congolaises et les FDLR.⁴⁵ Et pire encore, le Rwanda et le M23.

Du coup, nous avons en face une RDC qui se meurt et où l'élite politique ne peut pas prendre en main sa destinée en tant que puissance régionale. Bref, il est de *facto* question de vie de l'Etat congolais comme Nation. Pour toutes ces raisons, il y a deux possibilités selon le Général William Amuli Yakutumba⁴⁶ : opérer une refondation en passant par une

⁴¹ Jean-Jacques Wondo Omanyundu, *op.cit.*, p.v.

⁴² Colette Braeckman, « Les commandos formés par les Belges tentent de gagner les cœurs », *Le Soir*, 1^{er} février 2013.

⁴³ Patrick Mbeko et Honoré Ngbanda-Nzambo, *op.cit.*, p.151.

⁴⁴ Raymond Pourtier, « Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux », *EchoGeo*, 2009, [<http://echogeo.revues.org>], consulté le 9 juillet 2015, p.7, in Joseph Gahama, *op.cit.*, p.16.

⁴⁵ Joseph Gahama, *op.cit.*, p.16.

⁴⁶ William Amuli Yakutumba, 59 ans, Gradué en Science Politique et Administrative, Général autoproclamé des Fardc et Chef de la rébellion des mai-mai, entretien du 30 avril 2023 dans son QG du maquis.

véritable Révolution. Car, le mal étant très profond il requiert des remèdes appropriés dans son versant structurel. C'est-à-dire changer tous les acteurs politiques actuels considérés comme des prédateurs et insuffler du sang nouveau avec une nouvelle idéologie, celle de la redevabilité. Pour Yakutumba, la Révolution peut être pacifique (comme c'est fût le cas du Printemps arabe) ou violente.

Le problème de la voie pacifique c'est que les bénéficiaires de la Révolution ne sont pas nécessairement ses auteurs. Elle est accaparée par des forces politiques latentes voire manifestes de l'opposition armée ou non armée. Et du jour au lendemain ce qui était la base de la Révolution revient au galop. Dans le cas congolais, il s'observe que des milliers de tenants de l'échiquier du pouvoir évincés changent des vestes en ralliant le pouvoir actuel. Cette transhumance/traversée empêche l'impression d'une culture politique de gouvernance démocratique. En deuxième lieu, pour un pays dont la population est appauvrie, affamée à dessein, il est difficile que celle-ci ait une conscience collective élevée pour enclencher la révolte jusqu'à l'éviction des dirigeants politiques. Tellement, la férocité de l'Etat est très présente et myope, même les manifestations quoique constitutionnelles, sont soit interdites, soit réprimées dans le sang (le 20 mai 2023 à Kinshasa) de sorte que la population ne sait plus à quel saint se vouer. A moins que ces manifestations soient organisées par les organes du Gouvernement en place, en témoigne le carnage des manifestants pacifiques de la secte wazalendo du 30 août 2023 à Goma par les FARDC. Du coup, le peuple résigné ne peut plus revendiquer ses droits car il est fatigué. Car quoi qu'il fasse, il n'entend pas avoir une réponse satisfaisante de l'action pacifique. L'autre aspect de la voie pacifique est l'organisation des élections crédibles, transparentes et justes.

Malheureusement, les résultats électoraux se valident à deux niveaux. En interne, ils sont souvent entièrement sous la coupole des instances gouvernantes et partant soutenues par des impérialistes assoiffés d'imposer leur imperium. Dans pareilles circonstances, l'instance de régulation électorale (cour constitutionnelle) est souvent quasiment acquise au Gouvernement en place. En externe, les puissances occidentales interfèrent dans la proclamation des résultats électoraux. Les révélations machiavéliques faites par Maître

Robert Bourgi sur RFI à ce sujet sont très choquantes et impitoyables.⁴⁷ Cet avocat affirme qu'en Côte d'Ivoire, c'est Laurent Bagbo qui était élu en 2011 et Jean Ping en 2016 au Gabon mais c'est l'Elysée qui avait manipulé les résultats et avait décidé élus Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire et Ally Bongo au Gabon. Tous ces facteurs réunis montrent que les enjeux électoraux ne sont pas toujours ceux qui sont communiqués à travers différentes instances. La proclamation des résultats non démocratiques, et de surcroît, le vote dont les déterminants sont plus sociologiques que rationnels, ne reflète pas l'élection à sa juste valeur. S'agissant de la voie armée, Yakutumba montre que celle-ci peut également prendre deux options. Soit opérer un coup de force militaire, soit passer par une révolution rebelle. La première montre qu'au Congo-Kinshasa, les officiers militaires sont incapables de prendre la responsabilité de faire un *putsch*, la direction de l'armée étant soit tribalisée soit corrompue ou alors très affairiste. Cette opinion est soutenue par le Colonel Jean-Jacques Mulumba,⁴⁸ Commissaire de Police du Territoire de Fizi. Pour lui, en RDC :

Il y a un réseau des malfaiteurs qui positionnent les leurs dans toutes les sphères de la vie politique et publique. Ceux-ci agissent donc en clients. Et surtout, l'armée et la police sont tribalisés au sommet. C'est pourquoi les FARDC sont incapables d'opérer un coup de force. Si elles étaient capables elles l'auraient déjà fait comme c'est le cas au Mali, au Burkina Faso, au Gabon, au Niger et en Guinée. Donc, il faut refonder l'Etat congolais en commençant par le sommet.

Trois propositions sont faites par le Commissaire : (a) laisser le pouvoir entre les mains de l'armée pendant une période de transition avant de le remettre aux civils. La tâche étant de mettre de l'ordre et surtout la discipline dans la Nation congolaise. (b) Opérer une révolte non violente à partir des élections des plus méritants, ici la grande muette doit être autorisée à voter aussi. Là aussi l'élite doit changer sa mentalité en refusant le favoritisme. (c) Instaurer un système de mandat unique de 7 ans sans possibilité de tripatouiller la

⁴⁷ Maître Robert Bourgi interviewé par Christophe Boisbouvier de RFI sur son livre en collaboration avec Frédéric Lejeal, « *Ils savent que je sais tout* » : Ma « *vie en Françafrique* », Paris : éditions Max Milo, 2024. Entretien du 30 septembre 2024.

⁴⁸ Mulumba Jean-Jacques, 59 ans, Colonel des FARDC, Gradué en criminologie, entretien du 19 avril 2023 à Baraka.

Constitution et à la clé, une clause constitutionnelle révocatoire pour tout mandataire politique défaillant.

Parmi d'autres faits témoignant la difficile souveraineté de la RDC c'est l'infiltration bien pensée de l'Administration et des corps de défense et de sécurité. Ceci *via* les brassages et mixages. Pire encore, les unités mixées et brassées refusent d'être mutées pour travailler dans d'autres provinces que le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri. Suite à cette influence, l'accès aux postes dans les fonctions de Hautes sphères de l'Administration sont téléguidées soit par Kigali, Kampala, Bruxelles, Paris, ou Washington.⁴⁹ Du coup, même l'accès aux marchés des minerais congolais se discute à Kigali où il y a un agenda bien garni.⁵⁰ Et Albert Yuma, Président de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) et de la Gécamines, dans un entretien avec Alain Foka⁵¹ reconnaît que les minerais du Congo ne profitent pas au pays mais plutôt à des multinationales étrangères (à 70%) qui les gagent, les exploitent et les vendent ; et les 30% (artisanal) détenus par des Chinois et Indiens (contrairement à la Constitution de la RDC, 2006, article 9). Foka n'hésite pas à qualifier ce pillage organisé d'une traite négrière en Afrique et il compare Kamituga à Medellín, le siège du trafic de drogue colombien. Et dans cette chronique d'Alain Foka⁵², le Prix Nobel de la Paix 2018, le Dr. Denis Mukwege s'indigne de l'esclavagisme dans lequel les creuseurs sont soumis dans leur propre pays. C'est dans ce contexte de règne de la mafia internationale au Congo que des groupes armés Maï-Maï, Ngumino, Twirwaneho, Android, Biloze Bishambuke, Raia mutomboki, Mai-Mai Zelambuma, Groupe des Jeunes pour l'autodéfense du Congo, ... sont nés et ont commencé à semer la désolation dans plusieurs familles. A ces groupes armés internes existent d'autres externes originaires du Rwanda (FDLR, et le groupe de Kayumba Nyamwasa et ses associés burundais) et du Burundi (FNL, UPD Zigamibanga, MSD, FRONABU, FOREBU, RED TABARA). Ces derniers qui se sont constitués à la suite du troisième mandat contesté du feu Président Pierre Nkurunziza du CNDD-FDD en 2015 écument Fizi et Uvira,

⁴⁹ Patrick Mbeko, et Honoré Ngbanda-Nzambo, *op.cit.*

⁵⁰ Fortunat Biselele, Conseiller du Président Félix-Antoine Tshisekedi, entretien avec Alain Foka, YouTube, RFI et France 24 : le 7 janvier 2023, consulté le 30 septembre 2023.

⁵¹ Albert Yuma, Président de la FEC et de la Gécamines, entretien avec Alain Foka, YouTube, RFI et France 24 : entretien du 19 avril 2021, consulté le 22 septembre 2023.

⁵² Alain Foka, YouTube, France 24 et RFI : consulté le 31 août 2021, consulté le 22 septembre 2023

selon l'activiste des droits de l'homme Lusambya wa Numbe.⁵³ En effet, l'abyssal de la recherche de la paix se trouve dans le cœur du peuple congolais meurtri.

Conclusion

De l'intérieur, l'accaparement de la souveraineté du peuple par l'élite politique est flagrant : instabilité politique permanente, insécurité, porosité des frontières nationales, violation des droits humains, système éducatif et de santé chaotique, manque de redistribution équitable de la richesse, chômage, etc. Fizi et Uvira doivent bénéficier d'une attention comme zone névralgique appelée « zone grise ou rouge », « *war zone* » et épïcentre de l'actuelle déstabilisation de la souveraineté du pays. Les acteurs extérieurs de la violation sont identifiés et les causes sont liées à la terre et à la richesse naturelle de la RDC. Ce processus est bien pensé en suivant les étapes ci-après : infiltration, déstabilisation, occupation/pillage, balkanisation et annexion. La RDC doit tout faire pour construire des infrastructures militaires, bien équiper chacune de ses frontières et nouer des relations militaires très fortes avec les pays qui lui sont actuellement plus ou moins favorables : le Burundi, la Tanzanie, l'Angola, le Tchad, le Congo-Brazzaville, la Centrafrique et la Zambie. Car, le complot international n'est plus à démontrer ; c'est une triste réalité prouvée par Robin Philpot⁵⁴ et d'autres auteurs.⁵⁵

Pour se relever et garder sa souveraineté, la RDC a besoin non seulement d'une élite politique à la fois patriote, nationaliste et déterminée à éclore le développement du pays mais également un peuple conscient de sa souveraineté. Une population qui connaît sa place dans la prise de décision politique en son nom. C'est-à-dire une population qui sait dire non quand il le faut.

⁵³ Chef de section ANU-RDC, Président de la nouvelle dynamique de la société civile en Territoire de Fizi, Mairie de Baraka, entretien du 07 février 2021.

⁵⁴ Robin Philpot, *Rwanda : Crimes, mensonges et étouffement de la vérité, Robin Philpot persiste et signe*, Montréal : Les Intouchables, 2007, p.12.

⁵⁵ Dr Mukulumanya wa N'Gate Zenda, 2022, Onana, 2023, Mbeko et Ngbanda, 2014, Judi Rever, 2020, et Filip Reyntjens, 2012, ...

Bibliographie sélective

1. Adepae et alii (2011), *Au-delà des « groupes armés ». Conflits locaux et connexions sous régionales. L'exemple de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC)*, Série des grands lacs, Série des Grands Lacs, Life & Peace Institute.
2. Alcaud, David ; Bouvet, Laurent ; Contamin, Jean-Gabriel ; Crettiez, Xavier ; Morel, Stéphanie ; Rouyer, Muriel (2010), *Dictionnaire de sciences politiques. Notions essentielles enjeux et débats*, Paris : Sirey, grands auteurs, 2^{ème} édition.
3. Badie, Bertrand (1999), *Vivre le monde sans souveraineté : les Etats entre la ruse et les responsabilités*, Paris : Fayard.
4. Badie, Bertrand ; Birnbaum, Pierre (1979), *Sociologie de l'Etat*, Paris : Grasset.
5. Birnbaum, Pierre ; Chazel, François (1978), *Sociologie politique*, Paris : Armand Colin.
6. Bourmaud, Daniel (1998), *La politique en Afrique*, Paris : Armand Colin.
7. Bourgi, Robert ; Lejeal, Frédéric (2024), *Ils savent que je sais tout ». Ma vie en Françafrique*, Paris : Max Milo.
8. Braeckman, Colette et alii (1998), *Kabila prend le pouvoir*, Bruxelles : Complexe/GRIP.
9. Braud, Philippe (2004), *Violences politiques*, Paris : Ed. du Seuil.
10. Constitution du 18 février 2006
11. De Willame, Jean-Claude (1997), *Banyarwanda et Banyamulenge ; violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*, Bruxelles : Institut Africain.
12. Dr Mukulumunya, Wa N'gate, Zenda (2022), *La guerre de l'Est. Enjeux, vérités oubliées et perspectives de paix*, Paris : L'Harmattan.
13. Elungu Elungu, Pene (1985), *Eveil philosophique africain*, Paris : L'Harmattan.
14. Gahama, Joseph (2017), « Une cinquantaine d'années de conflits et de violences dans la région des Grands Lacs », in *Paix, sécurité et reconstruction post-conflit dans la région des Grands Lacs d'Afrique*, Dakar : Codesria.
15. Herbst, Jeffrey; Mills, Greg (2003), *The Future of Africa: A new order in sight?*, Oxford : Oxford University Press.

16. Listre, Jean-Pierre (2022), *Afrique contemporaine*, N° 274, Éd. Association Nouvelle Afrique contemporaine.
17. Mbeko, Patrick ; Ngbanda-Nzambo, Honoré (2014), *Stratégie du chaos et du mensonge. Poker menteur en Afrique des Grands Lacs*, Québec : Editions de l'Erablière.
18. Mbokolo, Elikia (1985), *L'Afrique au XXème siècle. Le continent convoité*, Paris : Seuil.
19. Mişcoiu, Sergiu ; De Waele, Jean-Michel ; Urs, Andreea Bianca (dir.) (2023), *Maquisards, rebelles, insurgés... politiques. Le devenir des chefs de guerre africains*, Cluj-Napoca: Casa Cărţii de Ştiinţă.
20. N'da, Paul (2002), *Méthodologie de la Recherche. De la Problématique à la Discussion des Résultats*, Abidjan : éd. Université de Côte d'Ivoire.
21. Onana, Charles (2023), *Holocauste au Congo. L'Omerta de la communauté internationale. La France complice ?* Paris : L'Artilleur.
22. Péan, Pierre (2010), *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris : Fayard.
23. Philpot, Robin (2007), *Rwanda : Crimes, mensonges et étouffement de la vérité*, Montréal : Les Intouchables.
24. Pole Institute (2013), *Repenser l'Indépendance : la RD Congo 50 ans plus tard. Actes du Colloque du cinquantenaire organisé par Pole Institute*, Goma : Collection Culture et Mémoires vivants.
25. Pole Institute (2012), OGP, Mali, RECIP, « Réflexions sur l'invention et la refondation de l'Etat en RDC Créer un nouvel imaginaire politique. Premier volume des Actes du Colloque : Gouvernance et refondation de l'Etat en République Démocratique du Congo », Goma.
26. Rever, Judi (2020), *Rwanda. L'éloge du sang*, Montréal : Max Milo.
27. Reyntjens, Filip (1997), *La guerre des Grands Lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale*, Paris : L'Harmattan.
28. Reyntjens, Filip (2012), *La grande guerre africaine. Instabilité, violence et déclin de l'Etat en Afrique centrale (1996-2006)*, New York, Cambridge University Press.
29. Schmitt, Carl (1922), (1988), *Théologie politique*, Paris : Gallimard.
30. Schwartzberg, Roger-Gérard (1998), *Sociologie politique*, 5^{ème} édition, Paris : Montchrestien.

31. Stearns, Jason ; Verweijen, Judith ; Eriksson Baaz, Maria (2013), *Armée nationale et groupes armés dans l'Est du Congo. Trancher le nœud gordien de l'insécurité*, Londres : SW, RVI.
32. Țiboc (Popița), Maria Adriana, « Les coups d'Etat et les mouvements sociaux dans l'espace Maghrebin – entre la soif de pouvoir et la quête de démocratie » in *Universitatis Babeș-Bolyai Studia Europaea*, 1 Juillet 2023
33. Weber, Max (1959) et (1971), *Economie et société*, Paris : Plon.
34. Wondo Omanyundo, Jean-Jacques (2013), *Les armées au Congo-Kinshasa. Radioscopie de la force publique aux FARDC*, Monde nouveau/Afrique Nouvelle : Saint-Légier.